

comme il en a le droit s'il veut l'exercer, n'en alloue une partie à l'officier saisissant ou autre personne par l'aide ou la dénonciation de laquelle la pénalité ou confiscation a été recouvrée.

63. Toutes commissions et nominations d'officiers du revenu, émises ou faites avant la passation de cet acte, soit avant ou après l'Union, continueront d'être en force, à moins qu'elles ne soient, et jusqu'à ce qu'elles soient révoquées ou changées par une autorité compétente; et la nature des devoirs et l'étendue territoriale des pouvoirs de chaque charge, à moins qu'elles ne soient, et jusqu'à ce qu'elles soient expressément changées, et tant qu'elles ne seront pas incompatibles avec aucun acte de cette législature, demeureront les mêmes, comme si elles eussent été accordées ou créées par l'autorité du présent acte,—sujettes toujours aux dispositions et ordonnances d'icelui; et tous cautionnements consentis par tels officiers ou personnes, ou leurs cautions, demeureront dans toute leur force et auront tout leur effet.

Les nominations d'officiers antérieures à cet acte, et leurs devoirs, etc., demeureront les mêmes.

64. Toute partie des chapitres quatorzième et seizième des statuts refondus de la ci-devant province du Canada, ou du chapitre sixième des actes de la législature de la dite province, passés dans la session tenue dans les vingt-septième et vingt-huitième années du règne de sa majesté, ou d'aucun autre acte ou loi ayant force en cette province, qui se trouve incompatible avec le présent acte, ou qui contient des dispositions autres que celles du présent acte, sur quelque matière à laquelle il a déjà été pourvu par cet acte, est abrogée, en tant qu'elle se réfère aux matières qui sont sujettes au contrôle de cette législature.

Les chap. 14 et 16 des stat. ref. du Can., et les 27 et 28^e Vict. chap. 6 sont en partie abrogés.

65. Cet acte pourra être cité comme l' "Acte du Département du Trésor."

Titre abrégé de l'acte.

C A P . X .

Acte concernant la charge de Ministre de l'Instruction Publique.

[Sanctionné le 24 Février, 1868.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Le lieutenant-gouverneur pourra nommer de temps à autre, sous le grand sceau de la province un ministre de l'instruction publique, et toutes les dispositions du présent acte s'appliqueront au ministre de l'instruction publique déjà nommé et actuellement en charge.

Nomination du ministre de l'instruction publique.

Les fonctions et attributions du ministre de l'instruction publique seront :

Ses fonctions et attributions.

1. Toutes celles actuellement attribuées par la loi au surintendant de l'éducation ;

2. Toutes celles qui lui seront attribuées par son excel-

lence le lieutenant-gouverneur en conseil concernant la création ou l'encouragement d'associations artistiques, littéraires ou scientifiques, l'établissement de bibliothèques, musées ou galeries de peinture par ces sociétés, par le gouvernement ou par des institutions publiques avec l'aide du gouvernement, de concours, d'examens, et à la distribution de diplômes, médailles ou autres marques de distinction pour des travaux littéraires, scientifiques ou artistiques, et à la distribution de tous les fonds qui pourront être mis à sa disposition par la législature pour de semblables objets, et en général à tout ce qui a rapport au patronage et à l'encouragement des sciences, des lettres et des arts;

3. Pourvoir à l'établissement d'écoles d'adultes et à l'instruction des ouvriers et des artisans, et pour cet objet les pouvoirs et attributions du commissaire de l'agriculture et des travaux publics ou partie de ces pouvoirs et attributions, en ce qui concerne la chambre des arts et manufactures et les instituts d'artisans, peuvent être transférés par le lieutenant-gouverneur en conseil au ministre de l'instruction publique ;

4. Recueillir et publier des statistiques et des renseignements sur toutes les institutions d'éducation, bibliothèques publiques, associations scientifiques et littéraires, et en général sur tout ce qui a rapport au mouvement littéraire et intellectuel.

Nomination
d'un secrétaire
et assistant
secrétaire ;
leurs fonctions
et pouvoirs.

2. Il sera également nommé un secrétaire et un assistant-secrétaire du ministère ou département de l'instruction publique, et tous autres officiers qui seront requis pour l'administration des lois sur l'instruction publique, et la nature des fonctions et devoirs de tous tels officiers sera prescrite de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil et, lorsqu'il paraîtra que certains devoirs et attributions ne peuvent être remplis par le ministre de l'instruction publique en personne, ces devoirs et attributions pourront être délégués par ordre en conseil au secrétaire, à l'assistant-secrétaire, ou à aucun des officiers du département ou des inspecteurs d'école ; et lorsque tels devoirs ou attributions auront été ainsi délégués, soit par un règlement d'une nature générale, soit pour des cas particuliers, la signature de tel fonctionnaire à qui ces pouvoirs auront été délégués, en ce qui concerne ces matières, équivaudra à celle du ministre de l'instruction publique ; mais tout tel fonctionnaire délégué sera tenu d'agir conformément aux instructions et sous la direction du ministre de l'instruction publique et la mention du fait de telle délégation dans tout document signé ou certifié par le ministre de l'instruction publique ou par le secrétaire ou par l'assistant-secrétaire du département de l'instruction publique, sera preuve suffisante de ce fait devant toute cour de justice jusqu'à preuve du contraire.

Foi des docu-
ments signés,
ou paraissant
signés par le
ministre de
l'instruction

3. La signature du ministre de l'instruction publique, ou celle du secrétaire ou de l'assistant-secrétaire du département de l'instruction publique fera preuve devant toute cour de justice de tout document certifié par eux conforme à l'ori-

ginal, et tout document certifié par eux conforme à l'original, et tout document paraissant être revêtu de leur signature, sera censé en être revêtu jusqu'à preuve du contraire.

4. Le ministre de l'instruction publique sera membre du conseil exécutif, et éligible à l'assemblée législative, ou pourra être appelé au conseil législatif quoique recevant un traitement; et il pourra aussi remplir en même temps quelqu'autre des charges désignées dans la cent trente-quatrième clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, et lorsqu'il ne sera pas jugé expédient de nommer un ministre de l'instruction publique, il sera alors loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer un surintendant de l'éducation, lequel aura tous les divers pouvoirs et attributions accordés et imposés par la loi au surintendant de l'éducation; et le secrétaire et l'assistant-secrétaire du département de l'instruction publique, prendront alors le titre de secrétaire et d'assistant-secrétaire du bureau de l'éducation; et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déclarer que le surintendant de l'éducation aura tous les pouvoirs et toutes les fonctions, ou partie des pouvoirs et fonctions désignés dans les deuxième, troisième et quatrième paragraphes de la première section du présent acte, ou ordonner que ces pouvoirs, fonctions et attributions appartiendront au secrétaire de la province, ou à quelqu'autre membre du conseil exécutif.

5. Le ministre de l'instruction publique ne sera point tenu de donner caution, et cette partie de la vingt-troisième section du chapitre quinze des statuts refondus qui a rapport au cautionnement à être donné par le surintendant de l'éducation est abrogée, et le surintendant de l'éducation, lorsqu'il en sera nommé un, et le secrétaire et l'assistant-secrétaire du département de l'instruction publique, ou du bureau de l'éducation, et tous autres officiers du dit département ou bureau, qui seront en aucune manière concernés dans la comptabilité du dit département ou bureau donneront tel cautionnement que le lieutenant-gouverneur en conseil exigera d'eux.

publique ou par les secrétaires.

Ministre de l'instruction publique sera membre de l'exécutif, et pourra remplir d'autres charges.

S'il n'y a pas de ministre de l'instruction publique il y aura un surintendant d'éducation.

Titres des secrétaires dans ce cas; et qui remplira dans ce cas les fonctions du ministre de l'instruction publique.

Ministre de l'instruction publique ne donnera pas cautions—les autres employés seront sujets à en donner.

CAP. XI.

Acte concernant le Département du Secrétaire et Régistratre de cette Province.

[Sanctionné le 24 Février, 1868.]

SA MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement de la Législature de Québec, décrète ce qui suit :

1. Les pouvoirs, devoirs et attributions du secrétaire et régistratre de cette province sont comme suit :

1. Il a tous les pouvoirs, devoirs et fonctions qui étaient assignés par la loi ou par l'usage au secrétaire et au régistratre de la ci-devant province du Canada, en autant qu'ils

Pouvoirs et devoirs du secrétaire.